Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1536

Artikel: Session des jeunes : l'apprentissage de la politique
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008794

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'apprentissage de la politique

Promis à un bel avenir, les parlements des jeunes semblent s'essouffler. Cependant, leur prochaine Session à Berne annonce un foisonnement de propositions. Tour d'horizon.

La Suisse: sociale et sûre est le thème de la onzième Session des jeunes. Le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) est à l'origine de cette initiative. La première édition a eu lieu en 1991 dans le cadre du 700e anniversaire de la Confédération. Les sujets de l'actualité politique suisse ont été au menu des discussions: le climat en 1994, l'avenir de la Suisse en 1995, la drogue en 1996, l'Europe en 1997, la solidarité en 1998, la communication en 1999, la démocratie en 2000 et finalement la politique étrangère en 2001. Les jeunes, rassemblés dans l'enceinte du Conseil national, formulent des résolutions qui sont remises aux autorités. D'année en année, parlementaires et Conseillers fédéraux, malheureusement en nombre insuffisant selon les responsables de la Session, participent aux débats et se prêtent à la confrontation, parfois sans concessions. Pour éviter que les revendications ne s'enlisent dans les tiroirs de l'administration, un Forum permanent, consacré à la promotion et à la diffusion des décisions des Sessions, exerce la pression nécessaire sur les députés et les médias. Par ailleurs, des assemblées régionales organisées dans les différentes régions linguistiques préparent la séance plénière et s'ouvrent à une affluence plus large.

Les jeunes revendiquent l'abolition des taxes universitaires, la création de logements bon marché pour les étudiants et des bourses d'études plus généreuses.

Désormais professionnalisée et disposant d'un budget d'environ 200 000 francs, le secrétariat de la Session des jeunes assure l'organisation et le développement de la rencontre. Elle est devenue ainsi un acteur déterminant pour les politiques de la jeunesse en Suisse. Lors du rassemblement bernois, plus de 200 jeunes - entre quatorze et vingt-un ans - provenant des quatre coins du pays, expérimentent le bonheur et les travers de la démocratie représentative.

Six points de vue sur la Suisse

Le thème de cette année a été divisé en six points constituant la colonne vertébrale des délibérations prévues.

- La Suisse dépendante
- La Suisse en réseau
- Immigration: la barque est-elle pleine?
- Environnement: une Suisse belle, propre et sûre?
- Assez de formation et de travail pour tous?
- La Suisse devient-elle un Etat policier?

Avec la collaboration logistique de Caritas, les Sessions régionales - au cours des mois de septembre et octobre - ont abouti à des propositions de pétitions que le plénum traitera du 7 au 9 novembre.

C'est ainsi que pour lutter contre les dépendances quatre pétitions exigent que les lieux publics soient des zones non-fumeurs, que la prévention soit renforcée à l'école au moyen de l'argent saisi sur le marché de la drogue et que l'information sur les stupéfiants, ainsi que la recherche sur leurs effets deviennent des priorités.

Si la Suisse veut développer ses réseaux informatiques, elle doit commencer par équiper toutes les écoles du pays, notamment le niveau primaire. Pour éviter tout abus, les jeunes demandent de créer une base juridique réglementant l'archivage des données personnelles sur Internet.

L'immigration appelant l'intégration, les pétitions souhaitent un apprentissage ciblé des langues du pays pour tous les nouveaux arrivés, sans oublier le droit de vote aux niveaux communal et cantonal pour les étrangers domiciliés en Suisse. Au sujet des sans-papiers, un service d'assistance et des centres d'accueil et de conseil sont désormais indispensables.

Une taxe d'incitation prélevée sur les produits polluants et sur la consommation d'énergies non renouvelables devrait financer des programmes de recherche dans le domaine de l'environnement. Seules les entreprises de construction intégrant les principes écologiques prescrits par la loi doivent avoir accès aux marchés publics.

Les jeunes revendiquent aussi l'abolition des taxes universitaires, la création de logements bon marché pour les étudiants et des bourses d'études plus généreuses.

Finalement, ils recommandent au Parlement de refuser la constitution d'un fichier centralisant toutes les informations sur les personnes. Ils prônent la création d'une instance de recours pour les victimes des violences policières et un contrôle accru sur les sociétés privées de sécurité.

C'est généreux, parfois rigide, mais foisonnant. Il s'en dégage des perspectives contrastées pour une Suisse sociale et sûre malgré le terrorisme, les catastrophes écologiques ou le sentiment grandissant d'insécurité. L'intervention de l'Etat reste primordiale. Elle est un instrument incontournable de toute réforme. C'est d'ailleurs le sens de la Session des jeunes: apprendre la politique par le biais des institutions légitimes. *md*

www.sessiondesjeunes.ch